



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 25 – 15 novembre 2021

Sommaire

Actualité économique:

- Contexte européen: inflation
- Environnement macro-économique : projections macroéconomiques / PIB / baromètres conjoncturel / prix à la consommation / climat des affaires / production / industrie
- Politique budgétaire: amortissements / réformes fiscales / taux d'avenir
- Politiques sociales : chômage / réfugiés / allocation familiale / logement / rémunération

Actualité financière :

- Régulation financière: démission de J. Weidmann / Bâle III / rémunération / ISSB / fonds facultatif de garantie des dépôts
- Banques et assurances : Maestro / Deutsche Bank / Commerzbank

🕯 LE CHIFFRE À RETENIR

+2,6 %

Prévision de croissance du gouvernement fédéral pour 2021 ajustée à la baisse (projections d'automne)

© ACTUALITE ECONOMIQUE

Contexte européen

Selon une étude du <u>DIW</u>, les principaux facteurs déterminants de l'**inflation** actuelle en zone euro (prix de l'énergie, pression salariale, politiques budgétaires expansives, pression de la demande, coûts de production) n'auraient qu'un effet haussier passager sur l'évolution des prix. L'institut met en avant le rôle plus important des anticipations d'inflation et préconise une surveillance accrue de ce facteur par la BCE.

Environnement macroéconomique

Dans ses **projections macroéconomiques** d'automne, le <u>gouvernement fédéral</u> table sur une croissance du PIB de 2,6 % en 2021 et de 4,1 % en 2022, contre respectivement 3,5 % et 3,6 % pronostiqués au printemps. L'ajustement à la baisse pour l'année en cours est dû aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et à la forte hausse des prix de l'énergie, nuisant à la production. L'inflation serait de 3,0 % cette année et 2,2 % en 2022.

<u>Destatis</u> annonce une croissance du **PIB** allemand de 1,8 % (déflaté, corrigé des effets calendaires et saisonniers) au troisième trimestre 2021 (+2,5 % en glissement annuel), après +1,5 % au deuxième

trimestre. Le PIB reste de 1,1 % inférieur à son niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019).

La **baromètre conjoncturel** du <u>DIW</u> chute à 101 points au quatrième trimestre 2021, après 107 points au troisème trimestre. La dégradation de la situation sanitaire et les difficultés d'approvisionnement pèsent sur l'économie allemande, avec une croissance estimée à 0,5 % par l'institut pour le dernier trimestre de l'année.

<u>Destatis</u> chiffre la variation de l'indice des **prix à la consommation** à +4,5 % en octobre (+0,5 % par rapport à septembre). La hausse des prix de l'énergie s'accélère de 4,3 points pour atteindre 18,6 %.

L'indice <u>ifo</u> du **climat des affaires** se contracte une nouvelle fois en octobre à 97,7 points (-1,2 point). L'évaluation de la situation actuelle se détériore légèrement dans le secteur manufacturier et le commerce. Les attentes pour les prochains mois se dégradent dans tous les secteurs, y compris dans les services. Seule la construction fait exception, avec des indictaurs présents et futurs à la hausse.

Après trois baisses d'affilée, l'indice du climat à la consommation de la fédération <u>HDE</u> s'inscrit en hausse en novembre et s'établit à 98,2 points (+0,2 point): l'humeur des ménages se stabilise, dans l'attente des résultats des négociations de coalition et de l'évolution de la situation sanitaire.

<u>Destatis</u> annonce une baisse de 1,1 % (corrigée des effets calendaires et saisonniers) de la **production** en septembre par rapport à août (-1,0 % en glissement annuel): -1,5 % dans l'industrie, +1,0 % dans le secteur énergétique et +1,1 % dans la construction. La production totale reste inférieure de 9,5 % à son niveau d'avant-crise (février 2020).

L'indicateur de l'<u>ifo</u> sur les attentes d'exportations de l'**industrie** baisse nettement à 13,0 points en octobre, après 20,5 points en septembre. Les exportations des secteurs automobiles et chimiques souffriraient particulièrement des difficultés d'approvisionnement. L'<u>institut</u> estime à 40 Md€ les pertes de production causées par les difficultés d'approvisionnement.

Politique budgétaire

Le <u>DIW</u> chiffre le coût budgétaire d'un « superprogramme d'amortissements », tel que proposé par les trois partis (SPD, Verts, FDP) actuellement en négociation pour former le nouveau gouvernement fédéral, à 40 Md€ par an. Simulant une hausse du taux d'amortissement des investissements privés de 10 à 25 %, l'institut estime le gain en production potentielle à 3 % sur le long-terme. Une légère augmentation de la taxe professionnelle est préconisée pour pérenniser la mesure d'un point de vue budgétaire.

Selon l'<u>ifo</u>, les **réformes fiscales** envisagées par les trois partis en négociation pourraient alléger la fiscalité des ménages de 7,8 à 16,4 Md€, en fonction du compromis retenu.

Le <u>ZEW</u> propose l'introduction d'un « taux d'avenir » dans les planifications budgétaires du Bund et des Länder, qui prendrait en compte les investissements dans l'innovation, le capital humain et naturel. L'objectif est de rendre les décisions budgétaires plus transparentes et de chiffrer la plus-value pour les générations futures. Dans l'étude commandée par le ministère fédéral de l'Education et de la Recherche, le DIW évalue le « taux d'avenir » du budget fédéral à 18,3 % en 2019 et à 17,0 % en 2021.

Politiques sociales

Le taux de **chômage** (en définition nationale) a légèrement baissé en octobre à 5,4 % (après 5,5 % en septembre en données désaisonnalisées). Avec 45 millions de personnes en septembre, l'emploi en hausse de 0,1 %, sur un mois retrouve son niveau d'avant crise (dernière donnée cvs de <u>l'agence</u> fédérale du travail). Selon <u>l'ifo</u>, le nombre de personnes en **chômage partiel** a baissé en octobre (à 504 000 après 580 000 en septembre) mais le recours augmente dans l'industrie (+20 000 à 226 000).

Le ministre fédéral du travail tire un bilan positif de la quasi-totalité des mesures d'insertion mises en œuvre auprès des **réfugiés** accueillis en 2015. Selon <u>l'évaluation</u> commanditée auprès de plusieurs instituts, certaines mesures telles que les subventions aux salaires ont un effet positif sur l'insertion dans le marché du travail ainsi qu'au niveau budgétaire : les rentrées financières pour l'Etat sont supérieures aux coûts d'insertion d'une personne réfugiée ayant bénéficié de cette

mesure (soit +17 600€ en moyenne par personne après 5 ans).

Selon une expertise de <u>l'Ifo</u>, **l'allocation familiale** de base telle que souhaitée par les Verts permettrait de réduire sensiblement le taux de pauvreté des enfants: cette allocation qui fusionnerait l'ensemble des prestations familiales serait versée indépendamment de l'allocation sociale de base perçue par les parents (dite « Hartz IV ») et relevée pour les familles démunies ou à revenus moyens. Les coûts seraient néanmoins plus élevés que prévu par les Verts (de l'ordre de 17 à 25 Md€ par an contre 10 Md€), voire davantage en cas de désincitation à l'emploi (27 à 33 Md€).

Une personne sur dix vivait en 2020 dans un **logement** surpeuplé, la part des personnes concernées étant plus élevée en ville (15 %) ou dans un ménage monoparental (près de 30 %; source: <u>Destatis</u>).

Selon <u>Destatis</u>, la **rémunération** horaire brute d'un conducteur de poids-lourds dans le transport de biens est relativement faible, soit 14,21 € en 2020 (12,91 € sans formation professionnelle) contre une rémunération horaire brute moyenne de 19,97 € en Allemagne (16,02 € sans diplôme).



Régulation financière

Le président de la **Bundesbank**, <u>Jens Weidmann</u>, en poste depuis 2011, a annoncé le 20 octobre qu'il quitterait ses fonctions le 31 décembre 2021, alors que son mandat de huit ans court jusqu'en 2027. Il revient au futur gouvernement, actuellement en négocation sur l'accord de coalition, de nommer un successeur.

La confédération du secteur bancaire allemand (<u>Deutsche Kreditwirtschaft</u>) réagit en demi-teinte à la proposition de la Commission relative à la transposition de Bâle III. Elle craint que des augmentations significatives des exigences en fonds propres ne soient appliquées aux banques ayant des modèles d'activité à faible risque. Concernant le plancher de capital, il faudrait qu'il soit considéré comme une exigence en fonds propres disctincte (approche des « parallel-Stacks »). Une partie des propositions devra être revue afin de ne pas désavantager les établissements bancaires européens vis-à-vis des concurrents internationaux.

A l'instar de la BaFin, la Bundesbank se prononce dans son <u>rapport mensuel</u> pour une plus grande proportionnalité des **règles de rémunération** dans la transposition de Bâle III, afin de délester les établissements de petite taille et non complexes.

Lors de la COP26 à Glasgow, l'International Financial Reporting Standards (IFRS) Foundation a annoncé que le siège du conseil d'administration et du bureau du président du nouveau conseil chargé de l'homogénéisation du reporting non financier, l'International Sustainability Standard Board (ISSB), s'installerait à Francfort/Main.

La <u>fédération</u> <u>des banques commerciales</u> allemandes annonce que la banque HCOB, qui a succédé à la Landesbank HSH Nordbank privatisée fin 2018, peut intégrer à partir du 01/01/2022 le fonds facultatif de garantie des dépôts. Cette intégration n'a été possible qu'après accord de l'organisme de contrôle des adhérents de ce fonds (*Prüfungsverband deutscher Banken*).

Banques et assurances

La suppression par Mastercard de son système **Maestro** à compter du 1^{er} juillet 2023 constitue un défi pour les banques allemandes dans la mesure où ce système, qui permet des retraits d'argent et des paiements à l'international, est adossé à la plupart des 100 M de cartes de paiement allemandes Girocard. Mastercard justifie l'abandon de Maestro par le fait que le système ne permet pas de paiements en ligne et n'est pas utilisable sur un smartphone.

Deutsche Bank affiche un résultat en forte hausse sur les neuf premiers mois de l'année 2021 (3,3 Md€ de janvier à septembre 2021 contre 0,8 Md€ de janvier à septembre 2020). Ses provisions pour risques de crédit baissent (1,5 Md€ de janvier à septembre 2021 contre 0,3 Md€ de janvier à septembre 2020). Ses coûts de restructuration augmentent en revanche (0,8 Md€ de janvier à septembre 2021 contre 0,3 Md€ de janvier à septembre 2020), la banque ayant annoncé fin septembre devoir comptabiliser 700 M€ de nouveaux coûts de restructuration d'ici la fin de l'année. Deutsche Bank déclare avoir effectué 90% des dépenses liées à sa restructuration. Elle accélèrerait, par ailleurs, la fermeture des agences de sa marque Postbank: 200 agences Postbank devraient disparaître d'ici

fin 2023 alors qu'il avait été convenu que la fermeture d'agences Postbank ne pourrait pas dépasser 50 par an.

Commerzbank enregistre sur les neuf premiers mois de l'année 2021 un résultat avant impôts de -10 M€ (contre -67 M€ sur la même période en 2020). Ses provisions pour risques de crédit diminuent (0,3 Md€ de janvier à septembre 2021 contre 1,1 Md€ de janvier à septembre 2020) mais ses coûts de restructuration augmentent (1,1 Md€ de janvier à septembre 2021 contre 0,2 Md€ de janvier à septembre 2020). Avec 5 200 ruptures de contrat de travail, la banque aurait réalisé plus de la moitié des suppressions d'emplois envisagées d'ici fin 2024.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin Directeur de la publication : Revu par:

Rédacteurs:

Claire Thirriot-Kwant

François Gautier Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert

Pour s'abonner: Crédits photo:

berlin@dgtresor.gouv.fr ©JFL Photography